

Rapport Annuel 2001-2002

Conférence canadienne des arts
804 - 130, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1P 5G4
tél (613) 238-3561
tlc (613) 238-4849
info@ccarts.ca
www.ccarts.ca

Lettre du président

L'année juin 2001 à juin 2002 a été marquée par une importante mutation au sein de la structure du Conseil de la CCA. En modifiant ses statuts et règlements afin d'adopter un profil plus léger, le Conseil de la CCA sera désormais constitué de 13 membres au lieu de 24. De l'avis du comité de nomination qui a veillé avec circonspection depuis deux ans à la mise en place de cette nouvelle structure et de l'esprit qui doit l'animer, cette formule devrait permettre à la CCA de réagir plus rapidement aux dossiers d'actualité, en même temps qu'elle permettra de plus fréquentes rencontres à Ottawa et ailleurs à travers le Canada, là où sa présence sera nécessaire. De plus, le profil recherché des membres du Conseil, plus large et volontiers multidisciplinaire, ouvert sur des réalités plurielles qui dépassent les premiers critères des régions et des disciplines spécialisées, apportera au sein du Conseil des points de vue qui représenteront un éventail aussi large que possible des besoins des créateurs, de leurs attentes et de leurs espoirs.

La CCA est l'unique organisme national voué à la défense et aux droits des artistes au Canada, dans toutes les sphères de leurs activités : production, diffusion, reconnaissance nationale et internationale. L'activité artistique au Canada bénéficie d'une mobilisation qui ne se dément pas décennie après décennie : des hommes et des femmes décident de consacrer leur vie à la musique, à la danse, à la peinture, à la littérature, et c'est pour eux que la CCA mobilise depuis 1945 l'énergie de ses membres du Conseil. A ce nouveau Conseil maintenant de tourner la page du XXI^e siècle, de regarder loin devant nous, d'ouvrir des horizons de dialogue et des lendemains qui chantent, de moduler les nouvelles perspectives éthiques, légales et fiscales qui aideront les artistes à mieux vivre de leur art, dans le respect des différences et la force de leurs racines nordiques.

Le mandat de la CCA est entre vos mains, nouveaux membres du Conseil qui vous réunissez pour la première fois en juin 2002. Le temps des mutations structurelles est terminé, il faut retrousser vos manches et vous mettre au travail. Tous les membres de la Conférence canadienne des arts, à travers toutes les provinces, à travers toutes les disciplines, de tous les âges, de toute les origines, ont maintenant les yeux tournés vers vous.

Pierre Fillion
Président sortant
(2001-2002)

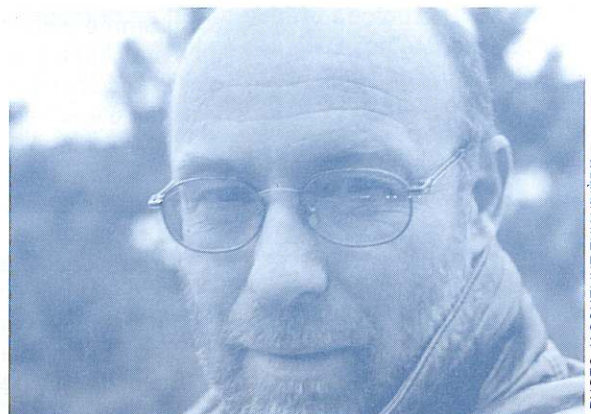


PHOTO: JACQUELINE THIAUDIERE

Pierre Fillion, président de la CCA 2001-2002

Rapport de la directrice générale

En cette année de premières et de dernières, la plus grande nouvelle a été celle du premier gros investissement en plusieurs décennies que le gouvernement a consenti dans les arts. Cette nouvelle a éclaté à Toronto en mai lors d'une énorme assemblée à laquelle le premier ministre et la ministre du Patrimoine ont annoncé que Patrimoine canadien investirait au cours des trois prochaines années 560 millions de dollars dans plusieurs programmes nouveaux et restructurés. L'atmosphère de célébration qui a envahi le milieu des arts à l'issue de cette annonce a donné le ton à toute l'année pour la CCA et ses membres.

La CCA a connu de nombreux débuts et achèvements au cours de l'année. En novembre, nous avons dit au revoir aux derniers 24 membres du conseil d'administration au cours d'une réunion qui a eu lieu sur les côtes venteuses des îles de Toronto. La première élection tenue en vertu du nouveau statut a été organisée dans des délais serrés : Industrie Canada devait accorder son approbation avant le début de l'élection, et le site de vote électronique devait être achevé et essayé. En février, le premier Comité de mise en candidature de huit membres formellement structuré a choisi une liste de membres de la CCA disposés à être candidats, et l'élection a eu lieu en mars. Dynamisé par le vote des membres de la CCA, qui se sont prononcés à 88 % en faveur du nouveau statut, le personnel s'est empressé de mettre en place les nouvelles structures.

Autre première : le nombre de sondages sur la politique effectués en un an. J'ai eu le privilège de rencontrer les membres dans 11 villes du Canada entre mai et novembre pour discuter directement de leurs préoccupations et les sensibiliser aux modifications envisagées au statut. Les membres ont souligné l'importance d'attirer au conseil des personnes du plus grand nombre de régions possible, ainsi que de représenter les diverses disciplines et industries, et toute la complexité des arts telle que nous la connaissons. Le nouveau conseil, qui doit tenir sa première réunion en juin 2002, sera un témoignage de la sagesse des membres et du travail acharné du Comité de mise en candidature. Il faut clairement continuer à sonder les membres sur la politique. En même temps, la CCA doit envisager de nouveaux moyens de communiquer avec ses membres grâce aux structures provinciales.

En novembre 2001, la CCA a aussi relancé ses conférences nationales sur la politique, dont la première a eu lieu à Toronto. Sous le titre *Carrefour 2001 : Renouveler la politique artistique et culturelle au Canada*, cette conférence a donné aux membres de la CCA, artistes, travailleurs culturels, administrateurs, organismes de service aux arts et à la culture, décideurs et autres défenseurs des arts l'occasion d'évaluer les réalisations accomplies dans le domaine des arts et de la culture du Canada depuis le rapport Massey-Lévesque (1951) et la conférence des artistes de Kingston (1941), ainsi que de commencer à forger une vision et des stratégies pour les 50 prochaines années.

Programme d'action

La restructuration du conseil et la reprise réussie des conférences sur la politique signifient que le secrétariat peut de nouveau se concentrer sur le programme d'action. Plusieurs initiatives ont été entreprises dans les principaux domaines d'action de la CCA :

- Droit d'auteur. Au printemps, le gouvernement a annoncé son examen du droit d'auteur dans les médias numériques; en guise de réponse, la CCA a analysé les mémoires de membres et d'autres personnes et a présenté les résultats de son analyse à l'automne. Le secrétariat a également entrepris d'organiser une réunion pour permettre aux organismes d'enseignement et groupes de créateurs d'explorer de nouvelles façons pour les établissements d'enseignement d'accéder aux documents protégés par droit d'auteur.
- Financement des arts. La proposition en vue de la préparation du budget a été produite au cours de l'été et présentée au Comité permanent des finances à l'automne.
- Statut de l'artiste. Lorsque l'Agence des douanes et du revenu du Canada a fait circuler en janvier une ébauche de bulletin dans lequel il était proposé de transformer les grandes troupes d'arts de la scène en employeurs, éliminant ainsi la possibilité d'engager



Megan Williams parle des changements à venir dans la structure de l'autorité au cours d'une réunion des membres à St. John's, Terre-Neuve. À sa droite : Peter Gardner, membre du conseil d'administration de la CCA.

leurs artistes à contrat, la CCA a offert de convoquer les compagnies, syndicats et organismes de service aux arts visés afin d'étudier la jurisprudence dans le domaine et de travailler avec Patrimoine canadien et le Conseil des Arts pour étudier les répercussions économiques de la proposition.

- Accès au système de radiodiffusion. De concert avec un consultant, le secrétariat a produit à l'intention du comité parlementaire un mémoire sur le système de radiodiffusion. En novembre, le conseil a décidé de réviser le document, tâche qu'ont entreprise les membres du nouveau Comité de la politique et de la planification; le mémoire révisé a été présenté en avril.
- Arts et éducation. L'importance des arts dans l'éducation s'étant imposée comme un des grands thèmes à *Carrefour 2001*, il est apparu opportun pour la CCA d'intensifier ses activités dans ce dossier. Annalee Adair a remplacé Susan Annis comme coordonnatrice de GénieArts en juin 2001 et elle a aussi entrepris plusieurs autres initiatives dans ce domaine. Cette année, un nouveau groupe, le Réseau des arts pour la jeunesse, a tenue sa première réunion à Ottawa avec la participation de la CCA.
- La promotion par les organismes voués aux arts. Cette question a été l'un des thèmes de la Conférence Chalmers et, d'après les participants, a suscité les discussions les plus animées. À titre de directrice générale, je continue à présider un groupe de travail organisé dans le cadre de l'Initiative du secteur bénévole qui s'emploie à modifier les lois désuètes sur les organismes de bienfaisance pour permettre à tous ces derniers de se livrer à des activités de promotion à condition qu'elles soient liées à leurs objectifs caritatifs.
- Souveraineté culturelle. La deuxième réunion du Réseau international pour la diversité culturelle s'est déroulée à Lucerne, en Suisse, une semaine seulement après les tristes événements du 11 septembre. Grâce à un soutien important de la Rockefeller Foundation, de nombreux artistes et activistes culturels d'Asie et d'Afrique ont pu participer, dont plusieurs se sont joints au Comité directeur. Cette injection d'énergie a permis au personnel du secrétariat d'activer le réseau dans plusieurs pays. En janvier, les membres du personnel ont collaboré avec un avocat spécialisé en droit commercial à la rédaction d'une convention internationale sur la diversité culturelle, faisant ainsi du RIDC un des premiers groupes préconisant l'adoption de cet instrument comme moyen de préserver le droit des pays de déterminer leurs politiques culturelles.

Collaboration avec le Conseil des ressources humaines du secteur culturel

On s'est rendu compte cette année, durant l'organisation des deux conférences (*Carrefour 2001* et la Conférence Chalmers), que l'absence d'une base de données, accessible à tous les membres du personnel et pouvant entre autres générer des listes pour les conférences, nuisait grandement à la CCA. La solution : s'associer au Conseil des ressources humaines du secteur culturel pour construire une base de données en ligne servant les deux organismes et renfermant plus de données qu'un seul d'entre eux pourrait accumuler.

La collaboration en vue de la création de cette base de données ne représente qu'un début. Nous avons entamé le premier projet mixte depuis la séparation des deux organismes ont été séparés au début des années 1990. Le projet de Gestion créative est apparu comme une priorité de *Carrefour 2001*. Avec l'appui de la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman et du ministère du Patrimoine canadien, nous cherchons des solutions au problème du recrutement et du maintien en poste de jeunes gestionnaires dans le domaine culturel. Après avoir organisé en mars une table ronde de gestionnaires des arts et du patri-

moine, la consultante Jocelyn Harvey rédige un document de discussion en vue de la Conférence Chalmers de juin 2002. Tout en s'employant à régler le problème du recrutement de gestionnaires des arts, la CCA et le CRHSC cultivent une relation plus collégiale qui pourrait procurer d'autres avantages aux deux organismes.

Premier stage en politique culturelle appuyé par la Laidlaw Foundation

Consciente de l'importance d'appuyer un stage en politique culturelle, la Laidlaw Foundation a, en août, versé des fonds suffisants à la CCA pour lui permettre d'engager un(e) stagiaire possédant l'instruction et les acquis nécessaires pour une période de deux ans. Un comité a donc été formé, composé de membres de la CCA qui enseignent la politique des arts et dirigé par le professeur Murray Dineen de l'Université d'Ottawa. La stagiaire, Marthe Bujold, a été engagée en août et a déjà fait une contribution importante au travail en matière de politique de la CCA en organisant *Carrefour 2001* avec Jocelyn Harvey et en produisant une étude marquante sur le financement des arts annoncé en mai 2001 par le ministère du Patrimoine canadien.

Dernier rapport déficitaire?

Nous terminons l'exercice avec un petit déficit qui, je l'espère, sera le dernier. Il traduit l'intensification de nos activités et souligne la nécessité de diversifier et d'accroître les sources de financement de l'organisation. Pour tenter de satisfaire au voeu exprimé par le conseil et générer un excédent de fonctionnement, la CCA s'est associée au CRHSC et un groupe de consultants afin de soumissionner l'exécution d'un projet de perfectionnement des ressources humaines annoncé dans le cadre de l'Initiative du secteur bénévole. Bien que notre équipe se soit classée deuxième, nous étions extrêmement fiers puisque c'était la première fois que nous répondions à une demande de propositions. Nous utiliserons cette technique au cours de la prochaine année s'il se présente des projets de recherche convenables pour lesquels nous pouvons soumissionner.

Changement de président à mi-mandat

Il est bien sûr inquiétant, comme directrice générale, d'apprendre le départ précipité d'un président ou d'une présidente. Lorsque Pat Bradley, qui exerçait son deuxième mandat comme présidente, a été nommée agent de théâtre au Conseil des arts de l'Ontario, elle a bien sûr été obligée de démissionner. Le vice-président, Pierre Fillion, l'a remplacée à un moment assez délicat dans la vie de l'organisation, qui était en pleine transition vers une nouvelle structure. Je suis très reconnaissante envers Pierre pour sa générosité et son appui, d'autant plus qu'il n'avait même pas songé à présenter sa candidature au poste de président. Sa direction a largement contribué à assurer une heureuse transition au nouveau modèle de la Conférence.

Le mot de la fin de la première conférence

Nous avons entendu beaucoup de sages paroles à *Carrefour 2001*. J'ai été tout particulièrement encouragée par les commentaires qu'a faits notre rapporteur David MacFarlane (romancier et chroniqueur pour le *Globe and Mail*) pour récapituler la conférence. En guise de conclusion, permettez-moi de vous les rappeler pour orienter le travail de la CCA : « Il se produit partout une explosion d'énergie créatrice... Je crois que nous vivons vraiment une période extraordinaire dans les arts... Mais la question est de savoir ce qui va se produire dans 50 ans d'ici, plutôt que ce qui se passe maintenant, parce que nous ressentons actuellement les effets des décisions en matière de politique prises il y a de nombreuses années...J'ose espérer que vous vous employez tous à faire en sorte que les 50 prochaines années soient aussi extraordinaires. »



Megan Williams
Directrice générale

Personnel

Megan Williams

Directrice générale

Philippa Borgal

Directrice associée

Annalee Adair

Directrice de GénieArts

Mireille Charron

Directrice des finances

Julie Cayouette

Agente de liaison avec le Conseil et coordonnatrice des événements

Anita Grace

Directrice des communications

Katharine Misener

Relations avec les adhérents

Alexis Andrew

Organisatrice du RIDC

Marthe Bujold

Stagiaire Laidlaw en politique culturelle

Johanne Gagnon

Stagiaire en communications

Conseil d'administration 2002-2004

Lori Baxter, Vancouver (C.-B.)

enseignante et directrice générale, Greater Vancouver Alliance for Arts and Culture

Marie Cadieux, Aylmer (QC)

auteur, cinéaste et animatrice

Peter Gardner, Portugal Cove (T.-N.)

musicien, enseignant et directeur général et artistique, Newfoundland Symphony Orchestra

Jim Logan, Truro (N.-É.)

artiste visuel, fondateur, First Nations Gallery, Halifax et président, Society of Canadian Artists of Native Ancestry

Denise Roy, Edmonton (AB)

éducatrice, défenseure des arts et vice-doyenne de la division des arts de la scène, Grant MacEwan College

Ana Serrano, Toronto (ON)

créatrice de nouveaux médias et directrice, h@bitat, Centre canadien du film

Andrew Terris, Halifax (N.-É.)

défenseur culturel, styliste, sculpteur et directeur général Nova Scotia Cultural Network

Louise Boucher, Montréal (QC)

directrice générale, Conseil québécois des ressources humaines en culture

Patrick Close, Regina (SK)

artiste visuel et directeur général, CARFAC SASK

William Lau, Toronto (ON)

interprète de danse et d'opéra chinois, président-fondateur, Little Pear Garden Collective

Judith Marcuse, Vancouver (C.-B.)

danseuse, chorégraphe, productrice et professeure

Trudy Schroeder, Winnipeg (MB)

consultante en arts et directrice générale, Winnipeg Folk Festival

Karl Siegler, Powell River (C.-B.)

éditeur, Talon Books et président, Literary Press Group of Canada



Conseil d'administration 2000-2002

(Debout, de gauche à droite) Jack Walton, Mireille Charron, (employée) Peter Gardner, Jane Needles, Charles Lewton-Brain, Theresie Tungilik, Nini Baird, Denise Roy, Henry Gauthier, Sandra Tulloch, Paulette Thériault, Deirdre Kessler, Irène Mahé, Jane Logan, Patrick Close
(Agenouillés, de gauche à droite) Julie Carl, (employée) Megan Williams, (directrice générale) James MacSwain, Pierre Filion, Marie Cadieux, Maxine Heppner, Pat Bradley, Trudy Schroeder
(Absents) Eddy Bayens, Ana Serrano

GénieArts - Rapport de la directrice

GénieArts, une initiative nationale financée par la Fondation de la famille J. W. McConnell, termine sa quatrième année d'activités. Depuis 1998, au-delà de 2 500 artistes, toutes disciplines confondues, ont collaboré avec près de 4 500 enseignants, membres de la collectivité, bénévoles et parents, pour offrir à 125 000 jeunes, en provenance d'écoles et de collectivités partout au Canada, l'occasion de participer activement aux arts.

La clé du succès du programme GénieArts réside dans l'art de développer des partenariats à long terme tant à l'échelle locale, régionale, provinciale que nationale. Nous avons donc mis l'accent, au cours de cette dernière année, sur l'élaboration, en collaboration avec les dix partenaires et la Fondation, d'un plan de durabilité du programme au-delà de 2004. À cette fin, la Conférence canadienne des Arts (CCA) et la Fondation ont organisé une série d'activités qui comprenaient : une table ronde internationale sur l'infusion des arts dans l'éducation, laquelle réunissait des représentants du Canada et de l'étranger qui ont pu partager leurs connaissances et bâtir une masse critique; la participation à la conférence en éducation artistique ' *Pour l'amour des arts* ', tenue à Winnipeg; la participation au forum Réseau des arts pour les enfants et les jeunes tenu à Ottawa; le développement d'un nouveau site Web; la production de *L'histoire de GénieArts* de l'écrivain Silver Donald Cameron; et la visite de chacune des localités des dix partenaires pour y recueillir du feedback et évaluer l'impact du programme. Parallèlement à toutes ces activités, l'évaluation de la Phase II a commencé et se poursuivra durant les deux prochaines années, se concentrant sur le volet « histoires » - données qualitatives et quantitatives recueillies auprès des participants et des partenaires.

Au cours de la Réunion des partenaires nationaux tenue en mai, les participants ont étudié la courbe de l'historique du programme GénieArts et ont élaboré des priorités nationales qui fourniront un cadre aux activités annuelles de chaque partenaire. Les actions prioritaires pour les deux prochaines années sont : développer le financement par le ciblage d'adhérents; concrétiser le financement de la Phase III afin de faciliter la durabilité; développer des liens avec les parents et communiquer les avantages; assurer les liens entre les enseignants, les parents, les artistes et les jeunes.

Les arts et l'éducation était l'une des quatre priorités pour le développement de politiques et de stratégies identifiées par les participants à la Conférence nationale sur la politique de la CCA, tenue en novembre. La CCA, en tant que Secrétariat du programme GénieArts, a la possibilité d'intervenir pour que les artistes soient impliqués dans l'éducation des enfants et des jeunes dans toutes les écoles et les collectivités. En conséquence, il est impératif que le rôle de l'artiste à l'école ou auprès de la collectivité, ainsi que le rôle de l'éducateur, soient précisés et que les stratégies pour une collaboration réussie soient élaborées, ceci afin que soit bien transmis les avantages de l'engagement des jeunes avec un artiste dans le processus créatif.

Annalee Adair
Directrice de GénieArts



PHOTO: GRACE

Des étudiants de Alert Bay en Colombie-Britannique interprète la danse de la paix Tla'sala dans une école d'Ottawa lors d'un échange-jeunesse. Grâce à un programme GénieArts à Alert Bay, ces étudiants ont appris les paroles et les danses de chansons traditionnelles, entre autres Paddle Entrance Song, une chanson oubliée redécouverte il y a trois ans.



Partenaires

Art Starts in Schools

Colombie-Britannique

Calgary Arts Partners in Education Society

Alberta

Community Foundation of Ottawa

Ontario

Districts scolaires 1 et 11 du Nouveau-Brunswick

Nouveau-Brunswick

La Fondation communautaire du grand Québec

Québec

Newfoundland and Labrador Arts Council

Terre-Neuve et Labrador

Nova Scotia Arts Council

Nouvelle-Écosse

Community Foundation of Portage and District

Manitoba

Riverside School Board

Québec

The Saskatoon Foundation

Saskatchewan



Réseau international pour la diversité culturelle

Le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC), aile internationale de la CCA, a accompli d'énormes progrès au cours de sa deuxième année d'existence et se fait connaître de plus en plus comme le porte-parole mondial des milieux artistiques et culturels. Le RIDC compte aujourd'hui 382 membres, en provenance de 60 pays; grâce à l'aide généreuse du gouvernement suédois, il a ouvert un nouveau bureau de son secrétariat à Stockholm, en mars 2002. Cette mesure, avec l'établissement d'un poste en Afrique du Sud en 2002-2003, permettra une décentralisation qui favorisera une meilleure coordination dans les régions.

Conférence de Lucerne

La Deuxième Conférence annuelle du RIDC a eu lieu dix jours à peine après les attentats du 11 septembre, à Lucerne (Suisse). Elle a rassemblé 85 délégués de 33 pays, qui se sont efforcés d'élaborer, en matière d'organisation culturelle, des stratégies pratiques destinées à contrer les effets nocifs de la mondialisation et de la libéralisation du commerce. On s'était donné plus particulièrement pour tâche d'examiner une proposition d'instrument international devant favoriser la diversité culturelle. La Déclaration de Lucerne, qui a été présentée aux ministres de la Culture formant le Réseau international sur la politique culturelle (RIPC), invitait la société civile aussi bien que les gouvernements à travailler de concert à la création de cet instrument.

Convention sur la diversité culturelle

Un juriste canadien spécialiste du droit commercial, Steven Shrybman, a dressé pour le RIDC l'ébauche de la Convention sur la diversité culturelle, qui a été distribuée aux membres en mars 2002. Cet instrument, dont c'était la première version pour diffusion publique, a suscité de vigoureuses discussions au sein de la communauté culturelle internationale. La Convention sera adoptée officiellement par les membres et présentée au RIPC à la Troisième Conférence annuelle du RIDC et du RIPC, qui se tiendra à Cape Town (Afrique du Sud) en octobre 2002.

Réunions et autres activités

Le RIDC a pris part à de nombreuses activités importantes au cours de l'année écoulée. En voici une liste sélective :

- ♦ Le Sommet des peuples, Québec, Canada (avril 2001)
- ♦ Réunion ministérielle de l'OMC, Doha, Qatar (novembre 2001)
- ♦ Forum sur l'agrandissement de l'Europe, Budapest, Hongrie (novembre 2001)
- ♦ Rencontre du groupe de travail sur la diversité culturelle du RIPC, Oslo, Norvège (novembre 2001)
- ♦ Forum Social Mondial, Porto Alegre, Brésil (janvier 2002)
- ♦ UNESCO/Rencontres préparatoires : Sommet Mondial sur la Société de l'Information, Paris, France (février 2002)
- ♦ Séminaire d'experts sur la diversité culturelle de l'OEA, Vancouver, Canada (mars 2002)

Comité directeur

Tiburce Bidounga
République du Congo

Alexander Cacavas
Grèce

Lucianna Castellina
Italie

Peter Curman
Suède

James C. Early
États-Unis

Mireille Gagné
Canada

Nitis Jacon
Brésil

Atul Kumar
Inde

Richard Letts
Australie

Japan Mthembu
Afrique du Sud

Nina Obuljen
Croatie

Rafael Segovia
Mexique

Yolanda Schweri
Suisse

Megan Williams
Canada

Secrétariat

Garry Neil
Coordonnateur

Alexis Andrew
Administratrice

Rebecka Koritz

Coordonnatrice associée/Europe



Comité directeur du RIDC (Gauche à droite) Rafael Segovia, Tiburce Bidounga, James Early, Nina Obuljen, Alexander Cacavas, Mireille Gagné, Megan Williams, Japan Mthembu, Atul Kumar, Peter Curman, Yolanda Schweri, Garry Neil. Absents: Richard Letts, Lucianna Castellina, Nitis Jacon.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de la
Conférence canadienne des arts,

Nous avons vérifié le bilan de la Conférence canadienne des arts au 31 mars 2002 ainsi que l'état des revenus, dépenses et surplus, et de l'évolution du surplus de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers qui est fondée sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Une partie des fonds de la Conférence provient de dons qui ne peuvent faire l'objet d'une vérification comptable complète. Par conséquent, notre travail à cet égard s'est limité aux sommes inscrites dans les registres de la Conférence.

À notre avis, à l'exception des éventuels redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier tous les revenus, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la Conférence au 31 mars 2002, ainsi que les résultats de son exploitation et de l'évolution du surplus pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.



PATERSON HENDRY
Comptables agréés
Ottawa (Ontario)

La CCA tient à remercier ses généreux sympathisants en 2001 - 2002:

Ministères et agences fédéraux et provinciaux

Agence des douanes et du revenu du Canada • Bibliothèque nationale du Canada • British Columbia Arts Council • Commission canadienne du tourisme • Initiative du secteur bénévole et communautaire • Le Conseil des Arts du Canada • Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international • Ministère du Patrimoine canadien • Ministère du Tourisme, de la Culture et des Loisirs de l'Ontario, Bureau de l'investissement et du Développement • Société Radio-Canada • Swedish Ministry of Culture • Swiss Federal Office of Culture

Sociétés et organismes

Association de l'industrie canadienne de l'enregistrement • CANON Canada Inc. • Centre Culturel Aberdeen • Conseil des ressources humaines du secteur culturel • Deloitte & Touche • Fortier Danse Création • KLYS • Festival littéraire Northrop Frye • Rogers Communications Inc. • Suisseculture • The Creative City • Toronto Musicians Association • Ville d'Ottawa

Fondations

Arts International - avec le financement de la Doris Duke Charitable Foundation, de la Ford Foundation et de la Rockefeller Foundation • La Fondation de la Famille Samuel et Saidye Bronfman • La Fondation de la famille J.W. McConnell • The Laidlaw Foundation • The Massey Foundation • The Rockefeller Foundation

Particuliers

Mme Hilary M. Weston, son personnel et bénévoles • Loretto Beninger • Al Chaddock • Ginette Chiasson-Baldwin • Dr. Thomas J. Condon • Brenda Darling • Arthur Drache • Gaëtan Gosselin • Brenda Hanson • Gail Harrison • Jocelyn Harvey • Mr. & Mrs. Heppner • Catherine Hurley • Kurt Hutterli • Peter Hyde • Janet Irwin • Keith Kelly • Brent R. Laycock • Norma Lock • Mary Elizabeth Luka • Sheila MacKay Dick • Jan Miller • Garry Neil • Frank W. Peers • Mr. B. Pelley • William Riske • Denise Roy • Mabelle Shapiro • Jean-Michel Sivry • Mary Sparling • Takao Tanabe • Mrs. Tardif-Hébert • Brian Taylor • Burke Taylor • Paulette Thériault • R.H. Thomson • Sandra Tulloch • Kealy Wilkinson • Megan Williams • Joyce Zemans

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS

État des revenus, dépenses et surplus

de l'exercice terminé le 31 mars 2002, avec chiffres comparatifs de 2001

	2002		2001	
	Budget	Réel	Budget	Réel
Revenus				
Revenus gagnés (annexe B)	111 940 \$	96 510 \$	89 911 \$	89 911 \$
Contrats (annexe C-1)	1 013 102	938 598	782 298	782 298
Contributions (annexe C-2)	166 450	63 778	80 325	80 325
	1 291 492	1 098 886	952 534	952 534
Dépenses				
Personnel (annexe D)	47 725	346 074	278 589	278 589
Administration (annexe D)	63 725	155 880	150 011	150 011
Activités régulières (annexe D)	200 260	125 616	115 027	115 027
Contrats et programmes spéciaux (annexe E)	979 782	481 812	412 815	412 815
	1 291 492	1 109 382	956 442	956 442
Excédent des dépenses sur les revenus	-	(10 496)	(3 908)	(3 908)
Surplus au début de l'exercice	8 888	8 888	12 796	12 796
Surplus à la fin de l'exercice	8 888 \$	(1 608) \$	8 888 \$	8 888 \$
État de l'évolution du surplus				
de l'exercice terminé le 31 mars 2002				
	Investi dans les immobilisations	Non affecté	Total 2002	Total 2001
Solde au début	14 974 \$	(6 086) \$	8 888 \$	12 796 \$
Excédent des dépenses sur les revenus	(9 312)	(1 184)	(10 496)	(3 908)
Investissement en immobilisations	7 011	(7 011)	-	-
Solde à la fin	12 673 \$	(14 281) \$	(1 608) \$	8 888 \$

CONFERENCE CANADIENNE DES ARTS

Bilan

au 31 mars 2002, avec chiffres comparatifs de 2001

	2002	2001
Actif		
Actif à court terme	107 598 \$	73 786 \$
Encaisse	158 640	155 486
Investissements à court terme	110 276	71 264
Débiteurs	8 923	15 373
Frais payés d'avance		
	385 437	315 909
Immobilisations (note 3)	12 673	14 974
Fonds de dotation (note 4)	79 275	79 275
	477 385 \$	410 158 \$
Passif et Surplus		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	60 871 \$	42 139 \$
Revenus différés (annexe A)	183 622	124 631
	244 493	166 770
Fonds de dotation en fiducie (note 5)	234 500	234 500
	478 993	401 270
Surplus		
Investi dans les immobilisations	12 673	14 974
Non affecté	(14 281)	(6 086)
	(1 608)	8 888
	477 385 \$	410 158 \$
Obligations contractuelles (note 6)		
Contingence (note 8)		

Obligations contractuelles (note 6)
Contingence (note 8)

Président du Conseil d'Administration

Secrétaire

Voir les notes complémentaires.

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2002, avec chiffres comparatifs de 2001

CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS

Notes complémentaires, page 2

de l'exercice terminé le 31 mars 2002, avec chiffres comparatifs de 2001

1. But de l'organisation

La Conférence canadienne des arts est un organisme national sans but lucratif de service aux arts incorporé selon les lois fédérales (numéro d'enregistrement d'organisme de charité 11883 0371 RR 0001). Le rôle premier de la Conférence est d'encourager les gouvernements fédéral et provinciaux et les municipalités, ainsi que les sociétés et le secteur privé, à élaborer des politiques qui assureront l'épanouissement des arts et des industries culturelles au Canada.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes:

Comptabilisation des revenus et des dépenses

Les revenus et les dépenses sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant d'engagements contractuels sont comptabilisés selon le pourcentage d'avancement des travaux.

Placements

Les placements sont inscrits au coût.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties d'après leur durée de vie utile selon les méthodes suivantes:

Immobilisations	Méthodes	
	2002	2001
Matériel informatique Logiciel Mobiliers et agencements	Linéaire sur 3 ans	Linéaire sur 3 ans
	Linéaire sur 1 an	Linéaire sur 1 an
	Linéaire sur 5 ans	Linéaire sur 5 ans

La moitié de l'amortissement normal est enregistré pour les acquisitions de l'exercice courant.

3. Immobilisations

	2002		2001	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Matériel informatique	31 864 \$	22 260 \$	9 604 \$	9 638 \$
Mobiliers et agencements	7 615	4 546	3 069	4 592
Logiciel	5 582	5 582	-	744
	45 061 \$	32 388 \$	12 673 \$	14 974 \$

4. Fonds de dotation

La Conférence canadienne des arts a établi le "fonds de dotation pour les arts - Conférence canadienne des arts" selon les termes du programme du Fonds de dotation pour les arts (FDA). Le FDA est un programme du gouvernement de l'Ontario et est géré par la Fondation du Conseil des arts de l'Ontario. Au cours de l'année fiscale 2001 la Conférence canadienne des arts a contribué 79 275 \$ envers le fonds de dotation. Un montant équivalent a été contribué par le FDA au fonds de dotation pour les arts - Conférence canadienne des arts. Selon l'entente, la Conférence canadienne des arts est bénéficiaire du revenu d'investissement provenant du fonds.

Fonds de dotation en fiducie

La Conférence a reçu 254 500 \$ du Woodlawn Arts Foundation. La Conférence a consenti d'administrer les fonds afin de procurer une aide financière aux organismes de services nationaux dans le domaine des arts. Une contribution spéciale de 20 000 \$ a été effectuée au cours de l'année 2001 à The Writers' Union of Canada. La deuxième Conférence Chalmers pour les organismes nationaux de service a eu lieu en novembre 2001.

Du solde de 234 500 \$ 79 275 \$ a été contribué au "fonds de dotation pour les arts - Conférence canadienne des arts" et 155 225 \$ a été investi dans des certificats de placements garantis.

6. Obligations contractuelles

La Conférence a des contrats de location-exploitation pour l'équipement de bureau et les locaux du secrétariat, et les versements exigibles au cours de chacun des quatre prochains exercices s'établissent comme suit:

	Équipement	Location	Total
2003	25 126 \$	24 402 \$	49 528 \$
2004	25 126	4 067	29 193
2005	23 895	-	23 895
2006	11 742	-	11 742
	85 889 \$	28 469 \$	114 358 \$

7. État de l'évolution de la situation financière

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été préparé parce qu'il ne fournirait pas d'informations pertinentes additionnelles.

Contingence

La Conférence a été nommée défenderesse d'une poursuite de 9 500 \$. Il est impossible à ce moment d'évaluer le montant de la perte, le cas échéant, qui résultera de cette poursuite. Par conséquent, aucun fonds n'a été retenu dans cet état financier mais sera reconnu dans l'année du règlement.